



RÉGION DE GENDARMERIE  
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR  
Division de l'Appui Opérationnel  
Bureau Budget Administration

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES N°002/2020

### Type de procédure :

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1  
du code de la commande publique

### OBJET DU MARCHÉ :

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE PORTES SECTIONNELLES  
CASERNE SARRUT À PAMIER (09)**

### Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Commandant de la région de gendarmerie PACA  
162, avenue de la Timone  
13387 MARSEILLE Cedex 10

### Ordonnateur secondaire :

Secrétariat Général pour l'Administration du  
Ministère de l'Intérieur Sud  
Centre de services partagés CHORUS  
299 chemin de Sainte Marthe – CS 90495  
13313 MARSEILLE CEDEX 14  
[sgamisud-dagf-csp-fact-investissement@interieur.gouv.fr](mailto:sgamisud-dagf-csp-fact-investissement@interieur.gouv.fr)

### Comptable Assignataire :

Direction régionale des finances publiques  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
183 Avenue du Prado  
13357 MARSEILLE CEDEX 20

### Correspondant technique :

D.I.D Toulouse  
202 AVENUE Jean Rieux - BP 14019  
31055 TOULOUSE CEDEX 4  
Tél : 06.19.32.62.33

### Correspondant administratif :

Région P.A.C.A - BBA / Cellule Achats Marchés  
162 Avenue de la Timone - CS 90086  
13387 MARSEILLE CEDEX 10  
Tél : 04.91.85.72.92 / 70.46  
[cam.sa.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:cam.sa.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

### Imputation Budgétaire :

ÉTAT - GENDARMERIE - CRÉDITS BUDGÉTAIRES - Programme 152

**NOMENCLATURE CPV 2008 : 45421000-4 Travaux de menuiserie (GM 37.03.02)**

**Le présent C.C.T.P. comporte 7 pages numérotées de 1 à 7**

## **Article 1 – Objet du marché**

Le présent marché consiste à effectuer des travaux de remplacement de portes sectionnelles à la caserne Sarrut à Pamiers (09).

## **Article 2 – Organisation de l'achat**

Le présent marché n'est pas alloti. Il comporte une prestation supplémentaire éventuelle et les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **Article 3 – Lieu et délai d'exécution**

L'ensemble des travaux seront à réaliser caserne Sarrut, 1 avenue du général Leclerc 09 100 Pamiers.

Le marché débute à sa notification et se termine à la réception des travaux.

Les travaux débuteront à la date fixée sur l'ordre de service de démarrage, pour la durée d'exécution mentionnée à la DPGF (délai de commande et de préparation inclus).

Le titulaire devra tenir compte du délai de livraison des matériaux. En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des installations et le retard dans le bon déroulement du chantier.

**Dans le cas où un fournisseur serait défaillant, le titulaire devra se procurer un matériel équivalent offrant toutes les garanties de fonctionnement et de sécurité.**

## **Article 4 – Généralités**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de préciser les dispositions techniques relatives à l'exécution des travaux mentionnés à l'article 1 du présent document.

Il a pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à exécuter.

### **Ce document devra être impérativement contrôlé par une visite du site avant chiffrage.**

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, les entrepreneurs obtiendront du maître d'ouvrage toutes les précisions ou tous renseignements complémentaires nécessaires et prévoiront dans leur offre tous les travaux indispensables à la bonne exécution des ouvrages. Par conséquent, l'entrepreneur titulaire du marché ne pourra pas faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas exécuter les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages ou prétendre à un quelconque supplément de prix.

## **Article 5 - Connaissance des lieux – Prise de possession du chantier**

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (une **attestation de visite** du site sera visée par l'entrepreneur et le responsable technique considéré. Elle sera à joindre au dossier de candidature) ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées (conditions d'accès, d'approvisionnements...) ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution et des conditions de phasage, afin de prévoir à son offre toutes incidences de coût pour toutes solutions particulières avec moyens adaptés, notamment la mise en place d'un moyen de levage pour l'approvisionnement des matériels ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution des travaux pour le respect des réglementations relatives à la sécurité du travail, des personnes présentes sur le site et de l'incendie ;
- connaître les disponibilités en eau, énergie électrique... ;
- avoir identifié les contraintes liées à l'impérieuse nécessité du maintien des accès et activités du site ;
- en résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants (sans que cette énumération soit limitative) :

- état général du bâtiment ;
- les cheminements existants ou à établir des réseaux courant fort / courant faible ;
- vérification des mètres et cotes ;
- tous autres constats que les entrepreneurs pourront faire.

Tous les documents graphiques remis au titulaire pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution.

Ces documents ne doivent en aucun cas être considérés comme des plans d'exécution d'entreprise. Le titulaire devra vérifier que toutes les indications fournies correspondent bien à la réalité, aux obligations des pièces écrites et de la réglementation.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

### **Article 6 - Formalités préliminaires – Obtention des autorisations**

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et toutes les demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

### **Article 7 - Contraintes communes à l'ensemble des ouvrages**

La liste des textes énoncés ci-après n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables aux installations :

- règlement sanitaire départemental ;
- les textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;
- les recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels ;
- les arrêtés, décrets et circulaires ministériels en vigueur en France ;
- les normes françaises ou de la communauté européenne ;
- les documents techniques unifiés ;
- les règles de l'art.

D'une manière générale, l'entreprise devra se conformer aux textes législatifs et administratifs de caractère national, départemental et municipal.

#### **7.1. Hygiène et sécurité**

L'entreprise titulaire du marché devra, en collaboration avec le responsable technique du site, prendre toutes les mesures qui s'imposent en matière de protection.

A l'occasion de la visite préalable, des plans de prévention et de circulation seront rédigés pour chaque opération conformément aux textes en vigueur.

Les travaux se déroulant en site occupé, les risques d'interférences devront être identifiés et toutes les mesures visant à les limiter devront être mises en place.

L'entrepreneur est tenu de respecter les règles d'hygiène en vigueur et en matière de sécurité et de protection de la santé, tous les frais s'y rapportant sont à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre pourra faire appel à un coordonnateur SPS (sécurité et protection de la santé), s'il s'avère que des travaux comportent des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis, selon les articles R.4532-52 et R.4532-54 du code du travail.

#### **7.2. Protection des personnes et des ouvrages**

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler en hauteur, conformément à la réglementation en vigueur :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail et notamment la section 8 précisant les dispositions particulières applicables à l'exécution de travaux temporaires en hauteur et à certains équipements de travail utilisés.

L'entrepreneur devra assurer la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux où sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, le stockage des matériaux et la sortie des gravois. Pour les travaux dégageant de la poussière, l'entrepreneur prendra toutes les mesures pour éviter la propagation par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle voire l'emploi d'extracteurs si nécessaire.

Celui-ci devra également prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la protection des personnes, à savoir :

- la pose et l'entretien de toute la signalisation nécessaire pour assurer la sécurité, notamment les interdictions d'accès au chantier et ce même si le bâtiment est inoccupé,
- le nettoyage général et parfait du chantier,
- l'entretien et la conservation pendant toute la durée du chantier des dispositifs de protection des personnes est sous la responsabilité de l'entrepreneur ainsi que la signalisation des parcours destinés aux usagers des abords immédiats du chantier.
- le stockage des matériaux, outils et engins est interdit à l'extérieur de l'enceinte du chantier. Des emplacements à cet effet auront été matérialisés lors de la visite préparatoire au chantier et à l'établissement du plan de prévention.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

### **7.3. Échantillons et prototypes**

L'entreprise devra présenter tous les échantillons et les fiches techniques produits demandés par le maître d'œuvre. Les échantillons seront présentés sur des surfaces significatives type présentoirs, ou sur place dans des conditions réelles d'exécution.

L'entrepreneur devra l'exécution de tous les échantillons demandés par le maître d'œuvre jusqu'à l'obtention de l'agrément.

L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du maître d'œuvre.

### **7.4. Qualité et origine des matériaux**

Indépendamment de leur conformité avec les règlements et textes précités, les matériaux et les fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'art et les prescriptions des fabricants.

Pour les matériels spécifiques, l'entrepreneur fournira dans son offre, une documentation complète, accompagnée des caractéristiques techniques des produits proposés. Ils devront avant leur mise en œuvre, faire l'objet d'un agrément par le maître d'œuvre.

## **Article 8 - Prescription des descriptifs**

Les prescriptions contenues dans ce CCTP ne doivent à aucun moment apparaître comme un obstacle à la réalisation des présents projets et en particulier les modes ou techniques de réalisation qui s'y trouvent ne sauraient en aucun cas fermer la porte à toute évolution, soit de technique, soit de fabrication, étant entendu toutefois que les travaux sont à effectuer dans le respect des règles de l'art.

Durant la période réservée à l'étude de prix, et en tout état de cause avant le dépôt de son offre, l'entrepreneur sera tenu de signaler par écrit au correspondant administratif, toute erreur ou omission qu'il pourrait relever ainsi que toute anomalie qu'il estimerait préjudiciable à la bonne réalisation de l'ouvrage et à l'exécution des travaux de la présente consultation.

Un ouvrage doit donc satisfaire à l'usage que l'on en attend et présenter l'aspect et la technicité demandés. La façon d'y parvenir et les moyens employés restent du domaine de l'entrepreneur à condition qu'à aucun moment la qualité des projets n'ait à en souffrir.

## **Article 9 - Conduite de chantier**

L'entrepreneur doit soumettre à l'agrément du maître d'oeuvre le type d'installation de chantier et l'implantation qu'il envisage de réaliser.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux et notamment :

- l'amenée et le repli des installations de chantier ;
- les échafaudages et/ou moyens de levage y compris pose, dépose et enlèvement ;
- le nettoyage du chantier pendant et en fin d'exécution des travaux, à toute fin que le chantier soit en permanence propre et contribue à la sécurité des personnes ;
- le respect du règlement de voirie ;
- l'élaboration de la planification et le respect des délais ;
- l'exécution des contrôles, essais, etc...

L'entrepreneur devra fournir avant le début des travaux :

- liste nominative des personnels susceptibles de travailler sur le site avec copie de leur pièce d'identité ;
- carte grise des véhicules de l'entreprise devant accéder à la caserne de Gendarmerie ;

### **9.1. Réunions de chantier**

La fréquence des réunions de chantier sera décidée par le maître d'œuvre lors de la première réunion de coordination de travaux.

L'entreprise désignera un responsable unique de chantier, qui devra assister à tous les rendez-vous de chantier et répondre à toutes les convocations du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Le responsable du chantier devra nécessairement être nanti de tous les pouvoirs, en matière de décisions d'ordre techniques.

### **9.2. Dégradations et réparations**

Consécutivement à l'exécution des travaux, toutes les dégradations aux installations du bâtiment, inondations, tuyauteries, câblage ou matériel, bris de vitrage, menuiseries..., seront réparées aux frais de l'entreprise titulaire du présent marché.

L'entreprise devra veiller particulièrement à ne pas détériorer les pelouses, les trottoirs et autres enrobés sur le site.

## **Article 10 - Normes et règlements particuliers**

Les installations doivent être exécutées dans le respect des règles de l'art et conformément aux normes, décrets et arrêtés en vigueur à la date de remise de l'offre par l'entrepreneur.

## **Article 11 - Installation de chantier**

### **11.1. Organisation de chantier**

Lors de l'établissement du plan de prévention, il sera défini les emplacements :

- cantonnements ;
- aire de stockage ;
- aire de stationnement ;
- bennes de tri, protection diverses etc...

Les fournitures et matériaux livrés sur le chantier en attente de pose doivent être stockés à l'abri des intempéries et des chocs. Les conditions de stockage doivent être telles qu'ils ne subissent aucune déformation ou détérioration.

### **11.2. Alimentation en électricité et en eau**

Les alimentations principales et leur branchements nécessaires pour les besoins du chantier sont à la charge de l'entreprise. Les consommations sont à la charge du maître d'ouvrage.

### **11.3. Accès chantier**

L'accès au chantier se fera par l'entrée principale de la caserne qui sert également d'accès au public. En conséquence, les risques d'interférences seront pris en compte et les zones de manœuvre et de stationnement seront définies dans le plan de prévention.

#### **11.4. Délimitation du chantier et signalisation**

Conformément au plan de prévention établi dans le cadre du chantier, l'entreprise sera chargée de baliser et sécuriser les zones de travaux et de stockage, valant périmètre de sécurité en périphérie complète de la zone de stockage et de cantonnement. Des panneaux d'interdiction de pénétrer seront mis en place aux droit des zones de sécurité.

#### **11.5. Locaux de chantier**

L'entreprise satisfera à toutes ses obligations en matière de sanitaires, vestiaires et autres locaux, par la mise en place d'autant de locaux modulaires à positionner en relation avec le représentant du commandant de caserne.

### **Article 12 – Consistance des travaux**

Les marques de fabricants désignées dans le présent descriptif sont données à titre indicatif.

Les métrés devront faire l'objet d'une vérification lors de la visite sur site.

#### **12.1. Dispositions générales**

L'entreprise devra lors de l'exécution des travaux et notamment en dehors des heures ouvrées, maintenir un clos sécurisé de l'emprise et assurer la protection des cheminements piétons et véhicules.

L'exécution des ouvrages décrits au présent marché s'entend :

- toutes sujétions et travaux de finitions compris ;
- fourniture et pose de l'ensemble de la quincaillerie et autre accessoires divers nécessaires à la mise en œuvre des ensembles énumérés ci-dessous ;
- nettoyage et remise en état pouvant résulter des travaux effectués par l'entrepreneur ou des personnels intervenants pour son compte afin de donner un aspect fini aux installations.

#### **12.2. Description des ouvrages à réaliser**

##### **12.2.1 – Dépose des existants :**

Les travaux de dépose/déconstruction listés au présent paragraphe comprennent l'acheminement et l'élimination des matériaux en décharge agréée, aux frais de l'entreprise.

- 12 portes sectionnelles y compris rails de guidage dispositifs de commande manuelle et ouvrages connexes ;
- ainsi que tous les ouvrages susceptibles d'entraver la réalisation des travaux décrits ci-après.

##### **12.2.2 – Mise en œuvre de 12 portes sectionnelles :**

Les travaux du présent chapitre ont pour objectif la fourniture et pose de 12 portes sectionnelles (6 manuelles et 6 motorisées) de type SPU F42 de chez Hormann ou équivalent et de caractéristiques minimales suivantes :

- panneaux de tablier en acier double paroi injectés de mousse polyuréthane épaisseur 42 mm, finition extérieur/intérieur dite « Stucco », de couleur RAL choisie par le maître d'œuvre parmi les teintes standards disponibles chez le fabricant, dimensions de l'ouverture largeur 5,00 m et hauteur 4,00 m ;
- type de ferrure adapté à la configuration du bâtiment (hauteur linteau 0,8 m) ;
- les supports de galets articulés seront en acier galvanisé avec des galets de guidage réglables synthétiques montés sur roulement à billes ;
- assemblage des panneaux du tablier par charnières intermédiaires en acier galvanisé ;
- rails de guidage en acier galvanisé de forme assurant l'anti-déraillement des galets ;
- joints d'étanchéité à élasticité durable et résistants aux intempéries, montés sur les côtés et au niveau du linteau du cadre dormant ainsi qu'au niveau du bord inférieur du tablier assurent une bonne étanchéité de la porte ;
- sécurité anti-pincement intérieur/extérieur ;
- dispositif de sécurité parachute ;
- système d'équilibrage avec ressorts de torsion monté sur un arbre rainuré ;
- la commande manuelle sera réalisée au moyen d'un treuil à main avec chaîne ;
- pour les seules portes manuelles, serrure encastrée sans éléments dépassant du tablier, y compris cylindre (même variure pour toute les portes) de type européen et les clés associées.

Pour les 6 portes sectionnelles motorisées :

- mise en œuvre d'une motorisation sur l'arbre adaptée aux poids et dimensions du tablier. Elle sera de type WA 300 S4 de chez Hormann ou équivalent et devra notamment :
  - intégrer un dispositif de limiteur d'effort dans les deux sens montée et descente,
  - adopter un démarrage et arrêt progressif pour un fonctionnement sans à-coups.
- le dispositif de commande intégrée à la motorisation se fera par boutons poussoirs de type DTH-R de chez Hormann ou équivalent ;
- dispositif anti-relevage ;
- dispositif de débrayage pour manœuvre manuelle de secours ;
- les alimentations électriques seront réalisées depuis l'armoire électrique située dans le bâtiment des garages, par des lignes spécifiques conformes et adaptées aux puissances absorbées. Les cheminements des câbles d'alimentation électrique, de commande et fonctionnement des équipements seront réalisés sur chemins de câbles/goulottes existants ou sous tube IRL à mettre en œuvre.

De façon plus générale, les portes seront livrées équipées de toutes quincailleries et pièces de ferrage nécessaires à son parfait fonctionnement.

L'entreprise attributaire devra en outre satisfaire à toutes les sujétions liées au fonctionnement de ces équipements.

### **12.2.3 – Prestation supplémentaire éventuelle : Remplacement de 2 portes sectionnelles**

Bâtiment 003 :

Dans le cadre du présent marché et au titre de prestation supplémentaire éventuelle, il est demandé aux soumissionnaires d'établir une offre complémentaire pour la fourniture et pose de 2 portes sectionnelles motorisées de type SPU F42 de chez Hormann ou équivalent pour des dimensions d'ouverture suivantes : largeur 4,00 m et hauteur 4,00 m (hauteur linteau 1,50 m).

Ces portes présenteront les mêmes caractéristiques et équipements que ceux décrits au § 12.2.2.

Les alimentations électriques seront réalisées depuis l'armoire électrique située dans le bâtiment des ateliers.

L'offre intégrera la dépose complète des portes existantes.

### **Article 13 - Réception des travaux**

Le contrôle et la réception seront réalisés conformément à l'article 10 du CCAP n°002/2020.

Elle sera prononcée par le maître d'ouvrage, lorsque l'ensemble des travaux sera reconnu terminé, conforme aux plans d'exécution, en bon ordre de fonctionnement et répondant aux normes et conditionnée par la présentation d'un procès verbal avec ou sans réserve(s), visé par la maîtrise d'œuvre.

### **Article 14 - Remise de documents après travaux**

En fin de chantier et avant la réception des travaux, l'entreprise remettra au maître d'œuvre un DOE en deux exemplaires, l'un en version électronique au format PDF sur support USB, et l'autre en version papier, contenant notamment les documents suivants :

- schémas, ou plans lors des modifications ;
- mise à jour des synoptiques des armoires électriques ;
- fiches techniques des appareils, produits et matériaux mis en place ;
- certificats de conformité (CERFF, CSTB...).